

Gramsci et l'hégémonie¹

Pour qui étudie la question de l'hégémonie, la fréquentation de Gramsci est indispensable. Le philosophe italien, qui a été amplement commenté dans les années 1970, a connu ensuite une longue période d'effacement, avant de susciter, depuis 10/15 ans, un regain d'intérêt.

C'est Gramsci qui a donné ses lettres de noblesse au concept d'hégémonie, mais ce n'est pas lui qui l'a inventé. L'historien anglais Perry Anderson a montré que son origine se situe chez les bolcheviks vers 1908, et que Lénine l'a utilisé à ce moment-

Bolchéviks ou bolchéviques : ce sont les membres d'une des deux factions du *Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, l'autre étant composée des **menchéviks**. La faction bolchévique, créée en 1903 sous la direction de Lénine, est majoritaire au sein du POSDR (d'où son nom). Elle devient un parti indépendant en 1912.

A ne pas confondre avec les **Soviets** : conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Source : Wikipédia.

là. Mais, en réalité, ce concept prend en charge et tente de résoudre des problèmes qui ont une histoire bien plus ancienne au sein du marxisme.

Je commencerai par dire un mot de cette préhistoire (I.) avant d'exposer à quoi Gramsci va répondre à son tour en unifiant les divers problèmes pris en charge par la notion d'hégémonie (II.).

Pour cette conférence, je m'appuie à titre principal sur la conférence donnée par Jean Robelin en juin 2018 dans le cadre du séminaire sur Gramsci des Amis de la liberté. Jean Robelin a apporté quelques modifications à son texte récemment, en mars 2022, et me l'a transmis, ce dont je le remercie vivement.

J'utilise aussi l'*Introduction à Antonio Gramsci* de George Hoare et Nathan Sperber, parue à la découverte en 2013, ainsi que trois ouvrages parus très récemment :

¹ Conventions typographiques : « citations de Gramsci », « citations d'auteurs tiers », titres de livres.

- *Découvrir Gramsci*, de Floran Gulli et Jean Quétier, paru aux Éditions sociales en 2020
- « *Une nouvelle conception du monde* », *Gramsci et le marxisme*, édité par Yohann Douet aux Éditions sociales en 2021 (avec des contributions de Fabio Frosini, Francesca Izzo, Domenico Losurdo [† 2018], Pierre Musso, André Tosel [† 2017] et Giuseppe Vacca).
- L'anthologie des *Cahiers de prison* de Gramsci (800 pages) éditée chez Gallimard en 2021 par Jean-Yves Frégné, qui signe l'introduction et les notes de présentation des extraits.

Je précise encore avant de commencer que les Amis de la liberté ont consacré un séminaire à Gramsci en 2018. Jean Robelin a donné, dans ce cadre, la conférence sur l'hégémonie dont je viens de parler. Pour ma part, j'ai donné deux conférences, l'une pour présenter le parcours de Gramsci et les grandes articulations de son œuvre, et l'autre pour expliquer sa philosophie. Toutes ces conférences sont disponibles à l'adresse suivante : <https://amisdelaliberte.fr/index.php/seminaires/lien-seminaire-gramsci>

I. La préhistoire du concept d'hégémonie

Il y a une préhistoire du concept d'hégémonie que Jean Robelin évoque dans sa conférence de 2018. Je vais vous en proposer aujourd'hui un résumé, et je vous renvoie pour les détails à la trace écrite.

Résumé de la 1ère partie

La question des alliances – Le *Manifeste* décrit le prolétariat comme la seule classe révolutionnaire, LA classe universelle. La conséquence de cette conception est qu'au moment de la révolution le prolétariat ne peut compter que sur lui-même. Mais, tant 1848 que 1871 vont montrer que cette approche est une impasse, et que la question des alliances se pose, qu'elle ne peut pas ne pas être posée. Au demeurant, l'exemple de la Révolution française montre qu'une classe peut très bien, dès avant la Révolution, nouer des alliances avec d'autres classes ou fractions de classes.

Résumé de la 1ère partie (suite)

Déjà dans *Le Capital*, Marx était revenu sur ses premières analyses du *Manifeste*, avec la distinction entre subordination formelle (→ le salariat) et subordination réelle (→ subordination au procès de travail, aux dispositifs techniques), qui faisait désormais du prolétariat une classe interne au capitalisme, pour ainsi dire "embourbée" dans le capitalisme, pas nécessairement révolutionnaire, mais pouvant le devenir. C'est Lénine qui va proposer l'avancée décisive dans *Que faire ?* : le prolétariat se fait classe universelle en prenant à son compte l'ensemble des rapports sociaux, l'ensemble des contradictions sociales, en soutenant l'ensemble des luttes démocratiques d'où qu'elles viennent, en entraînant les autres, en devenant hégémonique. Cette première avancée allait en permettre une autre.

La question du consensus – Au XIX^e siècle, le consensus n'est pas à la mode. L'Etat est conçu comme une machinerie d'oppression destinée à mater la classe dominée. Cela s'accorde très largement avec l'expérience ouvrière de l'époque. Marx sait très bien, cependant, qu'aucun pouvoir ne peut se maintenir uniquement par la violence, et il voit bien que l'Etat peut, contre l'avis des capitalistes, -mais dans l'intérêt du système, -imposer des conditions de travail meilleures, mais il en reste à ce constat. C'est Gramsci qui va faire de cette capacité à passer des compromis et à obtenir du consensus une dimension de l'hégémonie. Il va parler d'hégémonie bardée de coercition. Nous allons y revenir.

La question du pouvoir – Lénine attribuait la direction des luttes au parti et, dans les conditions qui étaient les siennes (clandestinité, répression), à un parti centralisé de révolutionnaires professionnels. Mais, en 1905 et 1917, les luttes vont déboucher en Russie sur la formation d'organes démocratiques de base : les soviets. Cet embryon d'une démocratie directe reprenait la structure de la *Commune* de Paris, dont Marx avait dit dans *La guerre civile en France* que sa fonction était d'être à la fois la forme politique propre à la domination de la classe ouvrière et la forme du dépérissement de l'Etat. C'est en s'inspirant de cette indication marxienne que Lénine va déterminer le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Quand il va le proclamer à la gare de Finlande, à Saint-Pétersbourg, de retour d'exil, c'est peu de dire qu'il va surprendre tout son monde...

I.1. Le premier problème concerne les alliances de classes. Le *Manifeste* décrit le prolétariat comme seule classe révolutionnaire, avec comme conséquence qu'au moment de la révolution, il ne peut compter que sur lui-même : il est condamné à être abandonné par des classes sociales comme la petite bourgeoisie, fondamentalement réactionnaires. Sauf que la révolution de 1848 démontre l'impossibilité d'une révolution reposant sur une classe ouvrière isolée. Aux côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même, conclut Marx dans *Le 18 brumaire* ; et les ouvriers se sont fait massacrer. Cette expérience historique se renouvelle au moment de la *Commune*, où le Paris ouvrier est isolé des campagnes. Dès lors se pose une question historique décisive : comment la classe ouvrière peut-elle entraîner dans sa lutte des classes sociales non révolutionnaires par elles-mêmes ? En particulier la question se posera d'une alliance avec une paysannerie dominante en nombre au 19^e siècle en France puis bien sûr encore plus en Russie.

Une expérience historique montrait que cette idée d'alliance n'était pas impossible : celle de la Révolution française, où la bourgeoisie a réussi avant même la conquête du pouvoir à imposer ses idées nouvelles comme idéologie dominante. N'oublions pas que la déclaration des droits de l'homme, fer de lance idéologique de la révolution, a été en partie rédigée par l'archevêque de Bordeaux, Champion de Cissé ; que de nombreux aristocrates - au moins initialement - étaient ralliés aux idées des *Lumières*. L'idée d'une abolition des privilèges a été lancée le 3 août 1789 par le duc d'Aiguillon ; il en proposait le rachat. Le vicomte de Noailles se prononce pour l'abolition pure et simple. Le duc de La Rochefoucauld (lointain parent du moraliste du 17^e siècle), milite pour la liberté de conscience. Comme on voit, ce sont des membres de la noblesse qui ont pris l'initiative de l'abolition ! Marx a pu en conclure qu'au fond la bourgeoisie avait gagné la partie avant même la prise du pouvoir !

A cette question, -comment la classe ouvrière peut-elle à son tour entraîner les classes laborieuses, mais non directement révolutionnaires, dans la lutte pour la révolution ? -les bolcheviks vont apporter une réponse décisive, qui est la source du concept d'hégémonie, mais ils vont le faire en bouleversant un des aspects de la pensée de Marx, celui qui concerne la conception de la classe ouvrière comme classe révolutionnaire universelle.

Le *Manifeste* voyait dans la classe ouvrière une classe universelle, en un sens déjà extérieure à la société bourgeoise. Bien avant déjà, dès 1843, Marx voyait dans le prolétariat la classe universelle parce que subissant une aliénation radicale, et il faisait de cette aliénation la cause de son extériorité totale à la société bourgeoise. Engels, dans la *Situation de la classe laborieuse*, avait parlé de deux peuples, donc extérieurs l'un à l'autre. Pour le dire comme Marx : par sa situation, le prolétariat est en soi, implicitement, toujours déjà révolutionnaire. En s'organisant, dans ses luttes, il devient explicitement, consciemment révolutionnaire, il devient classe pour soi, qui réfléchit sa situation à travers ses luttes.

Or, le Marx du *Capital* était revenu sur cette analyse : la classe ouvrière est structurée par ses modes de dépendance vis-à-vis du capitalisme. Et le chapitre inédit examinait deux modes de subordination (de subsomption, dit Marx) différents : le salariat d'un côté, et, de l'autre, la subordination au procès de travail, aux dispositifs techniques. Subsomption formelle (salariat), d'un côté, et subsomption réelle (subordination dans le procès de production) de l'autre. Et, bien sûr, ces modes de subordinations font que la classe ouvrière est bien une classe interne au mouvement du capitalisme, qu'elle n'est plus directement une classe extérieure à la société capitaliste.

Dès lors sa situation ne suffit plus à en faire une classe directement universelle. Il faut qu'elle le devienne, et là se situe une énorme nouveauté de Lénine : elle se fait classe universelle en entraînant les autres, en devenant hégémonique. Les luttes spontanées de la classe ouvrière, où elle se bat seule pour des objectifs limités, les luttes syndicales, ne sont pas vraiment révolutionnaires. La classe ouvrière devient révolutionnaire, quand elle investit dans ses luttes non pas seulement son opposition directe aux capitalistes, mais l'ensemble des rapports sociaux, l'ensemble des contradictions sociales, y compris celles de toutes les autres classes. Mieux, la classe ouvrière ne s'unifie elle-même que dans son combat pour

l'hégémonie. C'est là le rôle propre de la lutte politique, que Lénine attribue au parti. Tel est le schéma de *Que faire?* en 1905, même si le terme d'hégémonie ne figure pas encore dans ce texte.

Comment la classe ouvrière peut-elle faire pour investir l'ensemble des rapports sociaux et y gagner par ses luttes une position dominante ? La réponse de Lénine dans *Que faire ?* est aussi simple que l'œuf de Colomb : elle doit soutenir l'ensemble des luttes démocratiques d'où qu'elles viennent : celles des étudiants, des paysans contre le tsarisme, et dans un texte de 1910, il dira même, que si les popes émettent des revendications démocratiques contre le tsarisme, il faut soutenir les popes. Cette dimension-là, Gramsci la reprendra totalement à son compte.

1.2. Mais la notion d'hégémonie répond aussi à un autre ordre de problèmes, liés cette fois-ci à la nature et à la fonction de l'État. Les expériences ouvrières du 19^e siècle ont induit les travailleurs et leurs théoriciens, Marx lui-même, à voir dans l'État une machinerie d'oppression, non pas une *machine*, comme la tradition a traduit l'expression de Marx, mais une *machinerie*, un ensemble de dispositifs articulés, avec une division du travail, donc toute une technologie sociale, destinée à concentrer le pouvoir de la classe dominante et à mater la classe dominée. Une machinerie essentiellement répressive, fondée sur le rôle de l'armée, de la police et d'une justice aux ordres des intérêts dominants. L'essence de l'État serait donc la violence, et ici l'allemand aide Marx à aller dans ce sens : Gewalt signifie à la fois pouvoir et violence : les deux sont indissociables.

Certes. Mais Marx sait très bien aussi qu'il est impossible au pouvoir de se maintenir uniquement par la violence ; il sait que, face aux luttes, l'État doit aussi reposer sur du consensus. L'État ne peut exercer la violence sans l'appui d'une partie de la population. Exemple actuel : si l'État peut exercer la violence, -souvent illégale, -dans l'expulsion des migrants, c'est qu'il est soutenu par la xénophobie d'une partie de la population. D'ailleurs, l'État semble une machinerie au-dessus des classes. Il ne maintient cette apparente extériorité que par un rôle d'arbitre, capable de passer parfois des compromis fructueux pour la classe ouvrière même. Marx en donne un exemple : aucun capitaliste isolé ne limitera la journée de travail, à cause de la concurrence. C'est l'État qui unifie dans ce cas les conditions d'exploitation en limitant légalement la journée de travail. Il ne le fait pas pour les beaux yeux des ouvriers. Il le fait aussi pour avoir des soldats. Mais, en même temps, il limite la lutte, passe les compromis nécessaires selon des rapports de force généraux entre les ouvriers et le capitalisme. Pour Gramsci cette pratique qui consiste à « *absorber les revendications des classes populaires*² » est un moyen de les priver de l'initiative, de les rendre passives. La révolution passive est une technique de régulation sociale, de contrôle des masses populaires ; elle a pour but de faire en sorte que les changements/secousses infligés à la société par la classe dominante ne débouchent pas sur des luttes populaires éventuellement difficiles à contrôler. Gramsci finira par assimiler libéralisme et révolution passive.

Cette capacité à passer les compromis et à obtenir du consensus, c'est l'autre dimension de l'hégémonie. Et c'est pourquoi Gramsci définira la dictature d'une classe, sa domination politique comme une hégémonie bardée de coercition. Machiavel disait déjà que le prince doit être à la fois lion et renard, force et ruse, il anticipait sur cette double nature de la direction politique : hégémonie = violence + consensus.

À propos de la Révolution française, Gramsci écrit ceci : « *Au début, les représentants du tiers état ne se posaient que les problèmes qui concernaient les composantes physiques effectives du groupe social, leurs intérêts "corporatistes" immédiats (corporatistes au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire les intérêts immédiats et égoïstes d'une catégorie étroite). [...] Petit à petit s'est dégagée une élite nouvelle qui ne se préoccupait pas seulement de réformes "corporatistes", mais tendait à concevoir la bourgeoisie*

2 Yohann Douet, p. 68.

comme groupe hégémonique à l'intérieur de toutes les forces populaires » (Cahier 19, § 24). Comme on le voit, l'hégémonie change de sens : ce n'est pas seulement la capacité à créer des alliances, à entraîner des classes non révolutionnaires dans la révolution, mais c'est aussi la capacité à prendre en charge l'ensemble des problèmes et des préoccupations de la société, la capacité donc à diriger la totalité de la société, y compris l'ancienne classe dominante, c'est-à-dire la capacité à faire perdre à cette dernière ses capacités de domination.

C'est précisément à ce niveau d'hégémonie totale que le *Risorgimento* n'a pas réussi à s'élever. Faute de concessions concrètes en direction des classes populaires, il n'a pu obtenir leur adhésion politique positive, et il en est resté à une hégémonie non nationale, infranationale, où la majorité de la population était réduite à un état passif.

Gramsci voudrait voir se reproduire le schéma jacobin pour son pays au XX^e siècle. C'est le thème principal de *La question méridionale*, essai rédigé en 1926, juste avant son arrestation. Ce serait alors le prolétariat urbain du Nord qui serait le groupe dirigeant, les paysans du Sud les auxiliaires, la bourgeoisie industrielle étant l'adversaire à renverser.

I.3. La dernière dimension du concept, c'est celle qui concerne les pratiques et les organes de l'hégémonie, la structure de pouvoir qu'elle implique. Lénine, on l'a vu, attribuait la direction des luttes au parti, et, dans les conditions de la Russie, à un parti centralisé parce que devant faire face à la clandestinité, aux arrestations, à une répression généralisée. D'où la structure centralisée et les révolutionnaires professionnels, qui deviendront les marques des PC, mais que Lénine ne concevait que pour des partis soumis à des régimes d'exception.

Mais dans les deux révolutions russes, 1905 et 1917, on va voir les luttes démocratiques déboucher sur la formation d'organes démocratiques de base, les conseils, les soviets en russe, à la fois organes de lutte et embryon d'une démocratie directe reprenant la structure de la Commune de Paris, donc d'une structure embryonnaire du pouvoir prolétarien. Cette nouvelle pratique de la démocratie, Marx, dans la *Guerre civile en France*, lui avait attribué la fonction d'être à la fois la forme politique propre à la domination de la classe ouvrière, et d'être la forme du dépérissement de l'État, de cette machinerie surplombant la société et la dominant pour rendre la direction de la société à ses acteurs, à leurs différents niveaux d'organisations. Un pouvoir extensif, qui par sa nature démocratique est en même temps un non-pouvoir.

Ici encore Lénine va jouer un rôle décisif : reprenant l'inspiration de Marx à propos de la commune, il va comprendre la révolution comme la transformation des conseils, des soviets, d'organes de lutte en organes du pouvoir étatique de la classe ouvrière. L'hégémonie propre à la classe ouvrière dans la révolution, ses organes de direction sociale, incarnation de la démocratie directe, ce sont les soviets. Quand il arrive à la gare de Finlande, à Saint-Pétersbourg, rentant d'exil, Lénine crie : « *Tout le pouvoir aux soviets* » sous le nez d'un bureau politique médusé, car massivement opposé aux soviets qui se développaient alors à toute vitesse ! Les conseils forment ainsi cette nouvelle pratique de la politique, cette nouvelle forme de pouvoir, extensive, capable d'entraîner dans la révolution les autres classes sociales.

Le drame de la révolution sera que les deux organes de direction, soviets et parti, vont s'opposer pendant la guerre civile et que le parti va étouffer les soviets. Gramsci lui-même va voir se développer une phase de lutte extrêmement violente à Turin, phase de démocratie conseilliste, et Gramsci en sera à la fois un des dirigeants et un des idéologues. Ce mouvement turinois des conseils d'usine sera finalement réprimé, faute de soutien. Cette expérience est toutefois importante : les conseils italiens se sont directement formés dans les entreprises, donc sur le lieu immédiat de l'exploitation capitaliste.

II. Gramsci et l'hégémonie

Comment Gramsci va-t-il tenter de lier ces divers éléments, l'hégémonie-alliance (l'obtention d'un consensus à la domination d'une classe) et l'hégémonie structurelle (les modes de direction, de consensus et de coercition du pouvoir d'une classe) ? Il va le faire à partir de deux questions centrales. La première, c'est celle du bloc historique, la deuxième c'est la métaphorisation politique de l'opposition entre la guerre de mouvement et la guerre de position.

1. La notion de bloc historique - Le premier sens de l'expression désigne une alliance de forces sociales subalternes en lutte contre un type de domination. Une des forces exerce la fonction de direction de cet ensemble.

Gramsci pense bien sûr à l'alliance ouvriers-paysans dans la révolution russe et désigne : « *le moment de l'hégémonie et du consensus comme forme nécessaire du bloc historique concret* » (Cahier 10, 1211). Et il précise ailleurs que pour former ce bloc, « *l'unique possibilité concrète est le compromis* » (C.13.1613).

L'autre sens de l'expression désigne la figure que prend cette alliance : un type de rapports sociaux se réfléchit/s'exprime dans des superstructures (telles que le droit ou les figures politiques des idéologies) qui permettent la reproduction de ces rapports sociaux.

« *la structure et la superstructure forment un bloc historique, c'est-à-dire que l'ensemble complexe et discordant des superstructures sont le reflet des rapports sociaux de production* » (C.8.1051).

Cette correspondance entre les rapports de production et les superstructures politiques, juridiques et idéologiques, Gramsci la pense, disent Hoare et Sperber, comme une relation dialectique où les différents registres « *s'interpénètrent, se constituent mutuellement et*

agissent sans cesse en retour l'un sur l'autre ». On peut parler aussi d'unité organique de la structure et de la superstructure, sans privilégier la première (→ économisme) ou la seconde (→ idéologisme). Autrement dit, le bloc historique repose sur l'unité de forces sociales, sur le consentement à une hégémonie et sur une unité entre les intellectuels et le peuple. D'une manière générale, d'ailleurs, le bloc historique exprime tout ce qui va dans le sens de l'unité dans la société, et qui crée les conditions favorables à l'action³. Cela implique l'existence d'un ascenseur social, d'échanges entre dirigeants et dirigés. C'est cette sorte de démocratie qui permet à une force de représenter toutes les autres :

« Si le rapport entre intellectuels et peuple-nation, entre dirigeants et dirigés, entre gouvernants et gouvernés, est donné par une adhésion organique, dans laquelle le sentiment-passion devient compréhension et donc savoir (non mécaniquement mais de façon vivante), seulement alors ce rapport est de représentation, et advient l'échange d'éléments individuels entre gouvernants et gouvernés, entre dirigeants et dirigés, c'est-à-dire que se réalise la vie d'ensemble qui est la force sociale, se crée le bloc historique »
(C.11.1505-1506).

Il y a donc bloc historique lorsque la classe dirigeante est en mesure de faire passer ses propres intérêts pour ceux de l'ensemble de la société, c'est-à-dire lorsqu'elle a réussi à imposer à tous sa propre vision du monde, c'est-à-dire encore lorsque les dominés reconnaissent la représentativité de la classe dominante. Le bloc historique va donc bien au-delà d'une alliance informelle de classes sociales diverses et variées. C'est un ensemble cohérent, rendu cohérent par l'hégémonie qu'exerce la classe dirigeante. Et par hégémonie il faut entendre non seulement des moyens de coercition, mais aussi, et peut-être surtout, une vision du monde, une philosophie, une morale, des mœurs et – au bout du compte – un sens commun grâce auquel les classes dominées reconnaîtront plus facilement la domination de la classe dominante.

³ Dans le même ordre d'idées, mais sur le plan historiographique et méthodologique, Hoare et Sperber remarquent que le bloc historique tend à la « *remise en cause de la science historique comme autant d'exercices séparés en "histoire économique", "histoire sociale", "histoire politique", "histoire des idées", etc.* ». Il pousse à la synthèse.

Cette longue énumération, toutefois, fait immédiatement surgir une question : qui assure ces fonctions ? qui fait quoi ? Gramsci y répond par une distinction subtile entre « *société politique* » (ou Etat) et « *société civile* ». La coercition, c'est l'affaire de la société politique (de l'Etat). Tout ce qui, par contre, relève des fonctions éducatives et idéologiques revient à la société civile. A la société politique (à l'Etat), la domination directe ; à la société civile, l'hégémonie⁴.

2. Guerre de mouvement et guerre de position - Le second problème repose sur l'opposition entre guerre de mouvement et guerre de position. La révolution russe a triomphé, dit Gramsci,

{ dans une société où « *l'Etat était tout, la société civile était primitive et gélatineuse* ».

Cet Etat qui était tout se trouvait en pleine décomposition, sans aucun relai dans la société. La révolution a donc triomphé en Russie par une offensive éclair, une guerre de mouvement. Mais, dans l'après-guerre, tout a changé. Les États sortis de la guerre possèdent des capacités non seulement de contrainte directe mais aussi de contrôle sans précédent, exercées par de multiples relais internes à la société.

{ « *L'Etat, dit Gramsci, n'était qu'une tranchée avancée derrière laquelle se trouvait une solide chaîne de forteresses et de casemates* ».

Cela implique une nouvelle forme d'hégémonie de l'État et donc de combat politique des forces d'opposition : la guerre de position.

{ « *La guerre de position demande d'énormes sacrifices à des masses immenses de populations ; cela rend nécessaire* »

⁴ Il faut préciser qu'il arrive aussi à Gramsci d'envisager l'Etat en un « *sens organique et plus large* », et que dans ce cas il regroupe « *l'Etat proprement dit et la société civile* ». En fait, chez Gramsci, cette distinction société politique-société civile n'a qu'un intérêt "pédagogique" car, dans la réalité concrète, Etat et société civile se confondent. Ils se confondent, mais la distinction gramscienne entre société politique et société n'en garde pas moins une certaine efficacité car elle devient une incitation à penser l'Etat au « *sens organique et plus large* » comme une entité animée par la dialectique de deux moments : la coercition (→ la société politique ou Etat proprement dit) et l'hégémonie (→ la société civile). Gramsci dit aussi : « *On pourrait dire que l'Etat c'est la société politique + la société civile : une hégémonie cuirassée de coercition* ».

une concentration inouïe de l'hégémonie et donc une forme de gouvernement plus « interventionniste » qui de façon plus ouverte prend l'initiative contre les opposants et organise en permanence l'impossibilité de désintégration interne : contrôles en tous genres, politiques, administratifs, renforcement des positions hégémoniques du groupe dominant, etc. » (C6.802).

L'après-guerre est une illustration de cette idée. C'est une période de révolution passive, de transformation par en-haut du capitalisme contre les mouvements sociaux, transformation que l'État ne peut imposer que par des formes diversifiées d'hégémonie. L'État n'est alors plus une excroissance extérieure à la société : il se ramifie en elle et, inversement, il est relayé et même constitué par toutes sortes d'organisations sociales. Donnons un exemple actuel : le Medef est officiellement une organisation privée représentant les intérêts patronaux, mais c'est en même temps une structure politique constitutive de l'État capitaliste français. Gramsci va ramasser ces observations dans une formule expressive.

3. « Hégémonie cuirassée de coercition » - Donc, on vient de le dire, l'État contemporain de Gramsci exerce une hégémonie bien plus forte parce qu'il possède comme relais des organisations qui ne sont pas spécifiquement étatiques, mais qui exercent des fonctions étatiques. Ce sont ces organisations que Gramsci compare à des tranchées, à des casemates de l'État, et qui font que, désormais, il ne suffit pas de prendre le pouvoir pour de fait être victorieux dans la lutte des classes. Ces relais constituent ce que Gramsci appelle en propre société civile. Aujourd'hui le mot a le sens de pouvoir économique indépendant de l'État, comme le marché, les entreprises, voire les individus comme instances autonomes de décision. Mais Gramsci ne s'en tient pas à une opposition entre société civile et État. Hegel disait déjà que la société civile se fait État : chez lui ce qu'il appelle des corporations, mais qu'on pourrait comparer à des chambres de commerce et d'industrie, avec des représentants des travailleurs, forment une trame de l'État, elles y intègrent les travailleurs. Gramsci va dans ce sens. Il va soutenir une conception de l'État élargi qui ne saurait se réduire aux instances politiques (gouvernement, parlement), mais qui contient une trame privée qui structure les rapports de pouvoir

sur lesquels il repose, et qui assure la fonction de consensus donc d'hégémonie :

« ...par État on comprendra, outre l'appareil de gouvernement, aussi l'appareil « privé » d'hégémonie ou société civile » (C6.801).

La société civile est donc plutôt un intermédiaire entre l'économie et l'État comme machinerie de domination. Voici ce que dit Gramsci :

« Entre la structure économique et l'État, avec sa législation et sa coercition, se tient la société civile ». (C.10.1253). Et, dénonçant la confusion entre société politique et société civile, donc entre gouvernement et trame privée de l'État, opérée prioritairement par le fascisme, Gramsci précise : « car il faut noter que dans la notion générale de l'État entrent des éléments qu'il faut reporter à la notion de société civile (au sens, peut-on dire, où l'État = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition) » (C6.763-764).

Donnons un exemple plus actuel. Il y a 40 ans, TF1 était une chaîne publique. Elle a été privatisée. Ses fonctions n'ont pas fondamentalement changé, son rôle politique non plus : il s'agit d'une fonction de consensus, les méchants diront de bourrage de crâne, donc de subordination à l'État capitaliste. TF1 est de statut juridique privé, mais c'est en fait un organe de cette trame privée de l'État, sans laquelle il ne se ferait pas obéir. TF1 est partie intégrante de l'État, malgré son statut privé.

Allons plus loin, pour mesurer la fécondité de Gramsci : aujourd'hui ce ne sont plus seulement les médias qui sont privés. L'appareil hégémonique passe par les grands sites internet, par la façon dont Facebook capte vos données et les laisse siphonner par telle firme, par la façon dont Amazon ou d'autres influencent vos goûts. Désormais les grands réseaux sociaux du net sont parties prenantes de cette trame privée de l'État. Vous pourriez m'objecter que ces réseaux sociaux débordent l'État national auquel ils échappent et sont directement

internationaux. Cela ne les empêche pas d'être des constituants des rapports de pouvoirs internes aux États nationaux. D'ailleurs, le cas s'est déjà produit : lors de l'apparition des grands États nationaux à la Renaissance, ceux-ci n'avaient pas d'appareil hégémonique propre pour forger le consensus ; leur appareil de consensus était une puissance internationale : l'Église.

« En tous cas, dans la conception politique de la Renaissance, la religion était le consensus et l'Église était la société civile, l'appareil d'hégémonie du groupe dirigeant, qui n'avait pas d'appareil propre, c'est-à-dire qu'il n'avait pas une organisation culturelle et intellectuelle propre, mais percevait comme telle l'organisation ecclésiastique universelle » (C6.763).

4. Dès lors, sauf exceptions historiques, dont la Russie, il faut renverser les rapports entre domination (ie coercition) et direction (ie hégémonie) - Une classe sociale n'est dominante que parce qu'elle est dirigeante, parce qu'elle exerce une direction intellectuelle et morale sur des groupes alliés (en Russie l'alliance avec les paysans). L'hégémonie devient condition de la domination. Lénine, dans *La Maladie infantile*, définissait une situation révolutionnaire par le non-pouvoir de ceux d'en haut et le non-vouloir de ceux d'en bas. Gramsci s'en inspire : ceux d'en haut ne peuvent que s'ils dirigent ceux d'en bas, si ceux-ci acceptent cette direction. Ce n'est pas une question simplement de vouloir (servitude volontaire) mais de direction idéologique et culturelle, assurée jusque dans l'économie :

« ...la suprématie d'un groupe social se manifeste de deux façons, comme domination et comme direction intellectuelle et morale. Un groupe social est dominant sur des groupes adverses qu'il tend à « liquider » ou à soumettre y compris par la force armée, et il est dirigeant des groupes apparentés et alliés. Un groupe social peut et doit être dirigeant déjà avant la conquête du pouvoir gouvernemental, et c'est là une des conditions principales pour la conquête du pouvoir elle-même » (C19.2010).

L'exemple auquel pense Gramsci, c'est la Révolution française. Bien avant le 14 juillet, les idées de la bourgeoisie ont déjà triomphé. Même la noblesse y adhère partiellement. Au début de la révolution, la bourgeoisie entraîne l'ensemble du peuple et un certain nombre d'aristocrates sont ralliés à ses idées. L'érection d'une classe en classe dominante signifie que cette classe s'érige en État. Mais cela suppose qu'elle crée et impose comme dominante une nouvelle conception du monde, donc une direction intellectuelle et morale, et que celle-ci s'exerce notamment en économie.

5. Hégémonie et économie - On a souvent attaqué « l'économisme » de Marx, en pensant que, pour lui, seuls les faits économiques déterminent l'histoire, et que les faits politiques, éthiques ou culturels se réduisent à des reflets de l'économie. Or cette vision mécanique revient pour Gramsci à nier le moment de l'hégémonie. Il se bat donc sur deux fronts, contre l'idéalisme qui réduit l'histoire à l'histoire politico-culturelle, et le marxisme vulgaire, qui la réduit à l'histoire des forces productives :

« On peut dire que non seulement la philosophie de la praxis n'exclut pas l'histoire éthico-politique, mais que même la phase la plus récente de son développement consiste précisément dans la revendication du moment de l'hégémonie comme essentielle à sa conception de l'État, et dans la valorisation du fait culturel, de l'activité culturelle, d'un front culturel comme nécessaire à côté des faits simplement économiques et simplement politiques »
(C.1224).

Ce caractère éthico-politique et culturel de l'hégémonie ne signifie pas qu'elle ne s'enracine pas dans l'économie. C'est parce que la classe dominante dirige l'économie, qu'elle peut aussi être hégémonique :

« ... si l'hégémonie est éthico-politique, elle ne peut pas ne pas être aussi économique, elle ne peut pas ne pas avoir son fondement dans la fonction décisive que le groupe dirigeant exerce dans le noyau décisif de l'activité économique »
(C.1591).

Cette fonction décisive du groupe dirigeant au niveau de l'économie ne doit d'ailleurs pas être caricaturée. Le groupe dirigeant peut très bien, dans certaines conditions, face à la lutte, organiser l'économie de façon à satisfaire des revendications des dominés, tout en renforçant, ce faisant, son pouvoir économique :

« le fait de l'hégémonie présuppose indubitablement que soit tenu compte des intérêts et des tendances des groupes sur lesquels l'hégémonie s'exerce, que se forme un certain équilibre de compromis, que donc le groupe dirigeant fasse des sacrifices d'ordre économique-politique, mais qu'il est tout aussi indubitable que de tels compromis et de tels sacrifices ne peuvent regarder l'essentiel... » (ibid.).

Un exemple type serait le fordisme. Ford proclamait qu'il n'avait jamais fait une meilleure affaire qu'en portant le salaire des salariés à cinq dollars par jour. Il a aussi appliqué très tôt aux États-Unis la journée de huit heures. En fait, confronté à un fort taux de rotation dans les emplois et à un absentéisme élevé, dû à un travail à la chaîne pénible, Ford a imaginé une transaction innovante, et peut-être aussi audacieuse : il a échangé le salaire et le temps contre la productivité. Cette transaction était raccord avec sa définition politique de la distribution des richesses, nécessaire à l'expansion du capitalisme : Ford voulait vendre des voitures à tout le monde et faire de la voiture un modèle de vie pour les Américains.

Mais le fordisme a aussi son côté éthico-culturel : Ford voulait des ouvriers mariés, qui ne fassent pas la bringue le soir pour pouvoir travailler efficacement dans la journée, et qui soient fixés par le foyer. Vous avez là ce lien entre l'économie et l'éthico-culturel qui fait aussi l'hégémonie.

Comme l'indiquent Gulli et Quétier, *« Le consentement des masses aux États-Unis ne découle pas seulement des arguments et des slogans de la classe dominante⁵ »* ;

⁵ Gulli et Quétier, p. 79.

il est aussi lié à la politique des hauts salaires. Comme on le voit, l'hégémonie implique donc des compromis à l'intérieur de la domination, - et en particulier dans ce "haut-lieu" de la domination que constitue l'usine. Ces compromis renvoient, évidemment, aux rapports généraux de forces entre les classes.

Gramsci dit dans le **Cahier 13 (§ 18)** : « *Le fait de l'hégémonie suppose indubitablement qu'on tienne compte des intérêts et des tendances des groupes sur lesquels l'hégémonie sera exercée, qu'il se forme un certain équilibre de compromis, c'est-à-dire que le groupe dominant fasse des sacrifices d'ordre économique-corporatif* ».

Mais le fordisme, s'il était (peut-être) conçu/pensé par Ford, ne pouvait, cependant, atteindre une certaine efficacité s'il se bornait à sa simple personne. Il avait besoin d'être relayé/promu/thématisé/valorisé par une couche sociale spécifique.

6. Les intellectuels organiques - Ce lien entre la structure économique de la société et ses superstructures (ses conceptions politiques, juridiques, morales, la direction intellectuelle et morale de la classe dominante) suppose donc qu'elle possède un ensemble d'intellectuels propres, capables d'exercer cette direction intellectuelle dans l'économie même et de la relayer dans la culture universelle, dans une conception d'ensemble du monde. Aussi le terme d'intellectuel ne se confond pas du tout avec celui de savant ou d'universitaire. Le concept de Gramsci a une large extension. Qui plus est, Gramsci ne définit pas le travailleur intellectuel en opposition au travailleur manuel.

Il considère, en effet, qu'« *il n'existe pas d'activité humaine dont on puisse exclure tout à fait l'intervention intellectuelle*⁶ ».

Par contre, il distingue la *dimension intellectuelle* irréfragable des tâches qu'assurent les hommes et la *fonction d'intellectuels* qu'exercent

⁶ « *Si l'on peut parler d'intellectuels, on ne peut pas parler de non-intellectuels, car les non-intellectuels n'existent pas* » (Cahier 12, § 1).

certain. Mais même cette dernière catégorie est large chez Gramsci puisqu'elle va bien au-delà des « *grands intellectuels* » producteurs de concepts et de théories,

{ et inclut « *les notaires, les cadres de l'industrie, les ingénieurs, les ecclésiastiques, les instituteurs, les officiers dans l'armée et la police, etc.*⁷⁻⁸ ».

Gramsci marque la dépendance du savant ou de l'universitaire face à la structure économique de la société qui se traduit par l'existence d'intellectuels proprement organiques, exerçant leur direction dans l'économie elle-même :

{ « *il n'existe pas de classe indépendante d'intellectuels, mais tout groupe social a un cercle propre d'intellectuels ou tend à le former* » (C19.2012).

Alors que les intellectuels traditionnels, dont les universitaires, tendent à se constituer en « *caste à part sans racine populaire* »⁹, les intellectuels organiques sont directement liés à la production capitaliste, à son commandement :

{ « *On peut mesurer l'organicité des diverses strates intellectuelles, leur connexion plus ou moins étroite avec le groupe social fondamental en faisant une gradation des fonctions et des superstructures de bas en haut, de la base structurale et au-dessus* »¹⁰.

La distinction entre structure et superstructure recoupe les deux modes du commandement capitaliste,

{ d'une part « *la fonction d'hégémonie que le groupe dominant exerce dans toute la société* » et d'autre part « *la*

7 Gulli et Quétier, p. 74.

8 Dans le Cahier 12 (§ 13), Gramsci inclue aussi parmi les intellectuels les membres des partis politiques.

9 Cahiers de prison, édition Gerratana, p. 634.

10 *Ibid.* p. 1518

{ *fonction de domination directe et de commandement qui s'exprime dans l'État et dans le gouvernement juridique* »¹¹.

Ces intellectuels directement liés à la production, à la structure, sont les intellectuels urbains « *plutôt liés à l'industrie* » avec une hiérarchie interne.

{ Ils apparaissent « *très standardisés dans leur moyenne générale, alors que les intellectuels de haut rang se confondent toujours plus avec le véritable et propre état-major de la classe intellectuelle élevée* »¹².

Les premiers ont un rôle de direction et de contrôle du travail, ils sont les exécutants des seconds :

{ « *Leur fonction peut être comparée à celle des officiers subalternes dans l'armée, ils n'ont aucune initiative autonome dans l'élaboration des plans de construction. Ils mettent en rapport la masse instrumentale avec l'entrepreneur; ils élaborent l'exécution du plan de production établi par l'état-major de l'industrie en contrôlant les phases élémentaires de travail* »¹³.

Les intellectuels propres à la superstructure étatique définissent la classe politique, dans son rôle de direction générale de la classe dominante, « *la catégorie intellectuelle du groupe social dominant* »¹⁴.

Dans le capitalisme industriel fordiste, ce sont donc essentiellement les hommes des « *sciences instrumentales* »¹⁵, « *intégrées aux activités pratiques* »¹⁶, qui sont les intellectuels organiques, donc les ingénieurs et les techniciens. Ceux qui façonnent une « *économie programmatique* »¹⁷, où les économies d'échelle et la rationalisation de la production permettent

11 Ibid. pp. 1518-1519

12 Ibid. p. 477

13 Ibid. p. 1520

14 Ibid. p. 965

15 Ibid. p. 1277

16 Ibid. p. 1530

17 Ibid. p. 2129

le financement interne des entreprises¹⁸. A la figure de l'entrepreneur qui se développe alors chez Schumpeter par exemple, Gramsci oppose un intellectuel collectif, incarnant l'intellect général dans la production. A une fonction générale abstraite (l'entrepreneur), il oppose des figures historiques déterminées.

7. Hégémonie, Etat et démocratie – La conception gramscienne de la démocratie ne verse pas du tout dans le parlementarisme :

Par exemple, il dit dans *La Cité future* : « *Attendre de représenter la majorité plus une voix, c'est là le programme des esprits timorés qui attendent le socialisme d'un décret royal, contresigné par deux ministres* ».

Il n'y a rien à attendre de ce côté-là car le système des élections de la démocratie bourgeoise est bien maîtrisé par les puissants, que ce soit en raison du système de scrutin qui, pendant longtemps, privilégiait ouvertement la richesse, que du fait des pressions de toutes sortes qui s'exercent sur les électeurs, par le biais des médias des puissants ou par celui des cercles locaux de sociabilité, au premier rang desquels figure l'Église et l'entreprise. Par ailleurs, les programmes des candidats sont d'un vague qui n'engage à rien. Enfin, aucun contrôle démocratique des élus par les électeurs n'est prévu.

Gramsci ne prône pourtant pas l'abstentionnisme électoral. Comme Lénine, il considère que le Parlement peut être utilisé comme une tribune pour ouvrir les yeux du peuple sur l'action du gouvernement, pour faire connaître les idées révolutionnaires et dénoncer les limites de la démocratie bourgeoise.

Quelque puisse être, cependant, le manque d'illusion de Gramsci à l'égard de la capacité de la démocratie bourgeoise à produire autre chose qu'un consensus factice, il estime qu'il en va tout autrement pour ce qui est de l'Etat. Il pense que le degré d'hégémonie permet de mesurer la puissance effective d'un Etat, et il écrit :

18 Ibid. p. 2155

« Dans la notion de grande puissance il faut aussi considérer l'élément de tranquillité interne, c'est-à-dire le degré et l'intensité de la fonction hégémonique du groupe social dirigeant » (C13.1577).

On dirait aujourd'hui que la capacité hégémonique c'est la capacité d'intégrer les luttes mêmes des dominés à l'État, de fabriquer du consensus à partir de la lutte. C'est ce à quoi correspond, par exemple, le "compromis fordiste" après la 2^e Guerre mondiale. Songeons à l'intégration ouvrière par la légalisation d'appareils représentatifs comme les syndicats, ou aux techniques de juridisation des luttes pour créer du compromis comme la formation de conventions collectives. Hégémonie ne signifie donc ni absence de lutte de classes, ni refus de la classe dominante d'intégrer dans son dispositif des revendications de la classe dominée.

Cette capacité du groupe dirigeant à s'ouvrir, à élargir sa base, c'est, aux yeux de Gramsci le sens le plus concret du terme démocratie :

« Dans le système hégémonique, la démocratie existe entre le groupe dirigeant et les groupes dirigés dans la mesure où le développement de l'économie et partant la législation qui exprime ce développement favorisent le passage moléculaire des groupes dirigés au groupe dirigeant » (C8.1056).

Il ne faut évidemment pas essayer de faire dire à cette citation plus qu'elle ne dit, et, en particulier, il faut bien noter l'expression « *passage moléculaire* », car ce sont bien des individus isolés, non des groupes, qui migrent du bas vers le haut.

À cet égard, retenons aussi de cette citation que notre système, qui se caractérise par l'étroitesse de l'oligarchie financière et la précarisation des salariés, peut être jugé particulièrement anti-démocratique.

8. Le débat Croce-Gentile - C'est ce qui explique l'opposition de Croce, le penseur libéral de l'époque, opposé à Mussolini, et de Gentile, l'idéologue philosophique du régime :

« Croce veut maintenir une distinction entre société civile et société politique, entre hégémonie et dictature... Gentile pose la phase corporative, économique, comme phase éthique dans l'acte historique. Hégémonie et dictature sont indistinguables. La force est sans aucun doute consentement » (C6.691).

Le fascisme mussolinien devrait être considéré comme une révolution passive, une façon de transformer l'économie par l'État tout en renouvelant la subordination de la classe ouvrière. Donc une nouvelle forme d'hégémonie, reposant sur la capacité transformatrice de l'État, jugulant l'autonomie du mouvement ouvrier :

« La révolution passive se vérifierait dans le fait de transformer de façon réformiste la structure économique, d'économie individuelle en économie selon un plan, économie dirigée, et l'avènement d'une économie intermédiaire, entre l'économie individuelle pure et l'économie planifiée de façon intégrale, permettrait le passage à des formes politiques et culturelles plus avancées, sans cataclysmes radicaux et destructeurs de forme exterminatrice. Le corporativisme pourrait être cette forme économique intermédiaire de caractère passif. Cette conception pourrait être rapprochée de celle qu'en politique on nomme guerre de position en opposition à la guerre de mouvement » (C8.1089).

9. Hégémonie, marxisme, communisme - Dans le marxisme on parle de dictature d'une classe, mais le mot est ambigu. Il y a dictature de la bourgeoisie même dans les régimes les plus « soft », quand les libertés publiques sont respectées. Et il y a des régimes proprement dictatoriaux. La problématique de l'hégémonie permet de préciser les deux sens. Les régimes dictatoriaux absorbent l'hégémonie dans la coercition, et réduisent à rien la distinction toujours relative et flottante entre l'État et la société civile, c'est-à-dire la trame privée, associative, qui est son relai dans la société. L'organisation économique de la société est directement intégrée à l'État. Gramsci pense ici bien sûr aux corporations fascistes de Mussolini. Hegel disait que la société civile, structurée chez lui par les organisations professionnelles, se fait État. Mais elle garde dans l'État une autonomie relative. C'est celle-ci que détruit le fascisme.

Reste à dire un mot de l'hégémonie dans la société socialiste, dont Gramsci pensait qu'elle allait se développer en URSS. Deux remarques s'imposent. Gramsci ne dispose pas en prison de documentation effective sur l'URSS. Ses jugements se basent sur la période de direction par Lénine. Il est d'accord dans la phase immédiate qui suit la mort de Lénine avec la direction stalinienne pour soutenir la construction au moins dans l'immédiat d'une société « socialiste » en un seul pays. Mais on ne trouvera rien dans les *Cahiers* concernant par exemple la collectivisation des terres de 1929 et seulement des indications très générales sur la supériorité de l'économie planifiée.

Gramsci fait face en occident à une phase de révolution passive, et même de contre-révolution dont le fascisme est l'exemple, avec des partis communistes soit réprimés soit interdits, ce qui explique largement sa reprise de la conception léniniste du parti, dont Lénine disait lui-même qu'elle était liée à sa clandestinité. Aussi est-ce au parti de fonder le nouvel État, de même que le prince de Machiavel devait fonder le nouvel État national italien, qui, on le sait, n'a vu le jour qu'au 19^e siècle. C'est l'idée du prince moderne, qui est assimilé au parti communiste :

« On a dit que le protagoniste du nouveau prince ne pouvait être à l'époque moderne un héros individuel, mais le parti politique, c'est-à-dire à chaque fois et dans les divers rapports internes des différentes nations, le parti déterminé qui vise (et qui est rationnellement et historiquement fondé à cette fin), à fonder un nouveau type d'État » (C.13.1601).

Cela parce que le parti concentre la volonté collective :

« la première cellule dans laquelle se rassemblent les germes de volonté collective qui tendent à devenir universels et totaux » (C.13.1558).

Mais le parti n'est pas simplement la concentration des intérêts d'une classe :

« des partis déterminés représentent précisément un seul groupe social ; dans certaines conditions données, en exerçant une fonction d'équilibre et d'arbitre entre les intérêts de son propre groupe et les autres groupes et font en sorte que le développement du groupe représenté advienne avec le consensus et avec l'aide des groupes alliés, sinon même des groupes décidément opposés » (C13.1602).

Reprenant l'idée d'un État comme hégémonie cuirassée de coercition, Gramsci voit le communisme comme dépérissement de la coercition au profit de l'hégémonie, dépérissement de la société politique à part, au profit de la société civile :

« On peut imaginer l'élément État-coercition s'épuisant au fur et à mesure que s'affirment des éléments toujours plus influents de société réglée (ou État éthique ou société civile). D'où un dépérissement progressif de la coercition étatique » (C6.764).

Cette auto-organisation de la société signifiait à ses yeux « une ère de liberté organique » (ibid.). (entendre : organiquement liée à l'organisation de la société et non dans les interstices de la coercition comme aujourd'hui).

Ce processus suppose une classe capable d'une expansivité continuelle, capable de porter une société ouverte où elle absorbe les autres groupes sociaux et les intègre à sa direction :

« Une classe qui se pose elle-même comme susceptible d'assimiler toute la société et soit en même temps réellement capable d'exprimer ce processus, qui porte à la perfection cette conception de l'État et du droit, jusqu'à concevoir la fin de l'État et du droit, comme devenus inutiles pour avoir accompli leur tâche et être absorbés dans la société civile » (C.8.937).

Ce que nous avons dit sur les intellectuels et la démocratie conduit à une autre considération, relative à l'Etat.

10 . Tout État est éducateur – Tout Etat tente de produire un type d'homme correspondant à l'hégémonie d'une classe ; il tente de faire prévaloir des habitudes de vie et d'agir, des normes de l'action. Il est donc créateur d'une nouvelle culture. Il met en place une éducation à l'hégémonie. Ce faisant, dit Gramsci, l'Etat va au-delà des revendications proprement économique-corporatistes et s'élève au niveau éthico-politique. Ce rôle éducatif, qui est le cœur de l'hégémonie, parce qu'il identifie les individus même à l'État, doit dès lors passer à la société civile, c'est-à-dire à cette trame économique et organisationnelle intermédiaire entre le privé et le public, et qui se confond avec ce qu'on appelle le social :

« L'affirmation que l'État s'identifie avec les individus d'un groupe social, comme élément de culture active (c'est-à-dire comme mouvement pour créer une nouvelle civilisation , un nouveau type d'homme et de citoyen), doit servir à déterminer la volonté de construire dans l'enveloppe de la société politique une société civile complexe et bien articulée, dans laquelle l'individu singulier se gouverne par soi sans que pour autant son autogouvernement entre en conflit avec la société politique, en en devenant même la continuation normale, le complément organique » (C8.1020.).

Le rôle du Prince moderne, du parti, ne se comprend que dans cette expansion du gouvernement dans l'auto-gouvernement, dans le transfert à la société des fonctions étatiques et dans la production d'une organisation sociale diversifiée et articulée. C'est là, probablement, une des rares allusions de Gramsci au système des conseils (soviets) et de la démocratie directe.

Pour conclure

De toutes les innovations conceptuelles de Gramsci, c'est sans doute l'idée d'hégémonie qui est la plus structurante, la plus englobante ; c'est celle qui donne leur sens à toutes les autres : à la distinction société civile-société politique, à la notion de bloc historique, de révolution passive, à celle d'intellectuel organique, à la théorie du pouvoir, à la révolution intellectuelle et morale dont la révolution du sens commun est un aspect. Je crois que parmi toutes les innovations conceptuelles de Gramsci on pourrait accorder la "*priorité lexicale*" à celle d'hégémonie.

Avec cette notion de *priorité lexicale*, je m'inspire librement de John Rawls et de ses principes de justice : principe d'égalité de liberté > principe d'égalité équitable des chances > principe de différence. L'application d'un principe de justice n'est valide que sous la condition que le ou les principes qui lui sont supérieurs dans l'ordre lexical soient satisfaits.

J'ai parlé de l'hégémonie comme d'une machinerie.

Fabio Frosini ¹⁹ parle, quant à lui, de « *système hégémonique, pour souligner son caractère complexe et relativement instable* »,

et il cite ce passage du Cahier 13 qui, vous allez voir, résonne d'une manière tout à fait étonnante avec notre situation politique actuelle : « *À un certain moment de leur vie historique, les groupes sociaux se détachent de leurs partis traditionnels, autrement dit les partis traditionnels avec leurs formes d'organisation, les hommes déterminés qui les constituent, les représentent et les dirigent ne sont plus reconnus par leur classe ou fraction de classe comme leur expression. Quand ces crises se produisent, la situation immédiate devient délicate et dangereuse, parce que la voie est libre pour des solutions de force, pour l'activité de puissances*

19 Cf. Yohann Douet.

obscuras représentées par les hommes providentiels ou charismatiques. Comment se forment ces situations d'opposition entre représentés et représentants qui, à partir du terrain des partis (organisations de parti au sens strict, domaine électoral-parlementaire, organisation de la presse), se répercutent dans tout l'organisme de l'Etat, tout en renforçant la position relative du pouvoir de la bureaucratie (civile et militaire), de la haute finance, de l'Église, et en général de tous les organismes relativement indépendants des fluctuations de l'opinion publique ? Le processus est différent dans chaque pays, bien que son contenu soit le même. Et ce contenu est la crise d'hégémonie de la classe dirigeante, qui se produit soit parce que la classe dirigeante a essuyé un échec dans l'une de ses grandes entreprises politiques, pour laquelle elle avait demandé ou imposé par la force le consentement des grandes masses (comme dans le cas de la guerre), soit parce que de grandes masses (surtout de paysans et de petits-bourgeois intellectuels) sont passées tout d'un coup de la passivité politique à une certaine activité et présentent des revendications qui, dans leur ensemble chaotique, constituent une révolution. On parle de « crise d'autorité », et c'est cela précisément que la crise d'hégémonie ou crise de l'Etat dans son ensemble²⁰ ».

Merci de votre attention. Prochaine séance : Bourdieu.